L’énergie fait la force

Comment allier rigueur budgétaire et

développement durable

De fortes critiques ont suivi la publication de l’initiative Fidesz, destinée à modifier la loi sur les prix relatifs à la consommation de l’énergie provenant des usines «vertes» et electro-thermique.

Les propositions présentées par le député Fidesz, János Lázár, apportent de profonds changements dans le système de subvention des usines de chauffage et d’électricité urbaine, en vue de réguler le prix de l’énergie en hausse permanent ces derniers temps. János Lázár affirme vouloir créer un système plus équitable. Il ne souhaite plus maintenir les subventions aux usines productrices d’énergie, qui avaient auparavant besoin de soutien, mais dont les investissements devenus aujourd’hui rentables, leur permettent de réaliser désormais des profits supplémentaires. Or ces changements auront probablement pour conséquence d’élever le prix de l’électricité en zone urbaine, et porteront également préjudice aux usines fonctionnant à l’énergie renouvelable, sujet au coeur de la présidence hongroise et également de toute la politique énergétique européenne.

De nombreux spécialistes et associations civiles ont affiché leur désaccord vis-à-vis du projet Lázár. Certains prévoient une hausse de 30% du prix du chauffage urbain, d’autres critiques les conséquences de ces mesures sur les projets énergétiques durables visant à utiliser plus d’énergie verte. Ces derniers pourraient en effet être sacrifiés. La MMEESZ (Fédération hongroise de l’énergie renouvelable) s’est adressée directement au Premier Ministre en disant que le projet manque de

concertation avec la profession énergétique et va à l’encontre des intérêts nationaux et européens. Car pour maintenir le seuil de 14,65% d’énergies renouvelables (sur la totalité de la consommation énergétique) à atteindre jusqu’en 2020, les usines vertes devront être subventionnées de façon importante.

Ce projet a également généré des divisions au sein des représentants du Fidesz. János Bencsik, Secrétaire d’Etat chargé des dossiers énergétiques au Ministère du développement national, a déclaré sur son profil Facebook, ne pas soutenir ni politiquement, ni techniquement le projet Lázár. Il a d’ailleurs affirmé sur son blog que «Le système actuel, qui est un compromis entre les acteurs du marché et les autorités locales, n’est pas parfait. Il est cependant le résultat d’une longue période de négociations, permettant d’éviter la hausse drastique du prix urbain de l’énergie et de soutenir la rentabilité de certaines usines importantes, garantes de la sécurité énergétique. Toute proposition de modification doit avoir pour objectif de renforcer cet accord, mais pas d’aller à son encontre. ». Selon le projet Lázár, les subventions versées aux usines vertes seraient diminuées en deux périodes : de 25, puis de 35%. La disparition de ce soutien financier engendrera la hausse du prix urbain de l’électricité. Ce sont donc les consommateurs qui en paieront le prix!

Même si le secteur énergétique ne représente que 3% du PIB national, son rôle stratégique lui donne une importance particulière et le met ainsi au coeur de la présidence hongroise de ce semestre. L’augmentation de l’efficacité énergétique des entreprises et des ménages, priorités de la politique énergétique hongroise et européenne, contribue directement à la compétitivité et à la stabilité nationale et permet de créer les fondements du développement durable. Jusqu’en 2020, l’Union Européenne s’engage à élever la proportion des énergies vertes dans production énergétique totale à 20%. La Hongrie, quant à elle, fixe ce pourcentage à 14,65%.

Kata Bors

- Catégorie
Agenda Culturel